



Au service
des peuples
et des nations



MINUSCA

Mission multidimensionnelle intégrée
des Nations Unies pour la stabilisation
en République centrafricaine

PROGRAMME DE TRAVAIL ANNUEL 2015

Titre du Projet : « Projet conjoint d'Appui à la Lutte contre les Violations des Droits de l'Homme et à la Relance de la Justice en Centrafrique »

Effets attendus du Cadre Stratégique Intérimaire des SNU 2014 – 2017 : 1) Appui au processus de restauration de la paix et de la sécurité ; 2) Assistance humanitaire ; 3) Appui institutionnel et restauration de l'autorité de l'Etat.

Effet du Programme prioritaire et stratégique du PNUD 2013 – 2015 : Appui aux Institutions de Transition & Planification Stratégique.

Effets du Programme stratégique PNUD 2014 – 2015 : Composante 3 «Programme d'appui à la Transition en Centrafrique «PACIT»

Objectif 1 du Programme Stratégique 2013 - 2015 du PNUD : Protection et Résilience Communautaire

Résultat stratégique 1 : Le cadre stratégique et opérationnel de la justice assorti des mécanismes de lutte contre l'impunité est mis en place pour une réponse immédiate aux besoins de protection des populations

Résultat stratégique 2 : La protection des personnes et groupes vulnérables et leur accès à la justice sont renforcés à travers le redémarrage des fonctions essentielles de la chaîne pénale

Résultat stratégique 3 : La police et la gendarmerie fournissent progressivement des services de protection dans les sites sensibles

Résultat stratégique 4 : Le monitoring des cas des violences basées sur le genre et le sexe est effectué et les victimes de VBGS reçoivent une assistance

Résultat stratégique 5 : Les conflits et l'insécurité dans les sites sensibles d'intervention sont progressivement gérés à travers des mécanismes de protection des droits et modes communautaires de règlement de litiges

Résultat stratégique 6 : Le programme du PNUD est établi et mis en œuvre de manière adéquate

Partenaires de mise en œuvre : Ministère de la justice chargé de la réforme Judiciaire et des Droits de l'Homme, Ministère de la Sécurité, Organisation de défense de droits de l'Homme & médias, SNU (MINUSCA, ONUFEMME).

Période couverte par le Projet : 2014- 2017

Composante du Programme : Gouvernance

Domaine clé : Appui à la restauration de l'État

Atlas Award ID : 0008125

Atlas Project ID : 00091257

Date de démarrage : 04 Juillet 2014

Date d'achèvement : 03 Juillet 2017

Titre du Projet : Projet conjoint d'Appui à la Lutte contre les Violations des Droits de l'Homme et à la Relance de la Justice en Centrafrique

Durée du projet : 3 ans

Modalité d'exécution : DIM

Budget Estimatif 2014-2017 : 14 984 004 USD

Budget planifié 2015 : 5 524 673,92 USD

Ressources allouées

- PNUD TRAC	: 350.000 USD
- BPPS (CPR TTF)	: 339 667 USD
- BCPR 182	: 135 000 USD
- MPTF INL	: 2 705 433,29 USD
- Gouv. Danemark	: 1 456 550,04 USD

Approbation du Représentant Résident

M. Aurélien AGNENONCI

Date :

20 MAI 2015



**Projet conjoint d'Appui à la Lutte contre les Violations des Droits de l'Homme et à la
Relance de la Justice en Centrafrique**

Activités planifiées pour 2015

- 1.1. Elaborer, diffuser et mettre en oeuvre un plan d'urgence et un document d'orientation stratégique
- 1.2. Mettre en place des mécanismes de réconciliation, de construction de la paix et de justice transitionnelle sont développés et mis en oeuvre
- 1.3. Fournir l'expertise pour soutenir la réforme du cadre légal permettant de favoriser la réponse aux violations des droits de l'homme
- 2.1 Mettre en place un organe national d'enquêtes et d'instruction sur une base légale pour mener des enquêtes relatives aux graves violations de droits de l'homme et l'impunité
- 2.2 Réactiver la justice criminelle dans les zones d'intervention afin qu'elle contribue à la lutte contre les graves violations des droits commises lors des crises
- 2.3 Relancer les audiences foraines dans les zones d'intervention pour qu'elles favorisent la présence de la justice
- 2.4 Réactiver le système pénitentiaire dans les zones d'intervention afin de contribuer à la lutte contre l'impunité et au respect des droits des détenus
- 2.5 Favoriser la participation des victimes de graves violations de droits de l'homme aux processus de consolidation de la paix
- 3.1 Identifier et les traiter les besoins basiques de sécurité des communautés, particulièrement des groupes vulnérables à travers une méthodologie de sécurité de proximité
- 3.2 Appuyer le déploiement de la police/gendarmerie dans les sites sensibles où la population est/se sent vulnérables
- 3.3 Former et sensibiliser les forces de police et gendarmerie afin qu'elles ne se rendent pas coupables de graves violations de droits de l'homme
- 4.1 Former et sensibiliser les victimes de VBGS afin qu'elles connaissent mieux leurs droits et les mécanismes d'assistance en matière de violences liées au genre et au sexe
- 4.2 Faire bénéficier les survivants/tes de VBGS d'une assistance des organisations de la société civile dans les zones d'intervention
- 4.3 Créer des espaces d'accueil des survivantes de violences liées au genre et au sexe et de traitement de leurs affaires par les services de sécurité et les juridictions des zones d'intervention améliorés
- 5.1 Renforcer les capacités de la société civile afin qu'elle sensibilise la population à ses droits, effectue un monitoring des droits de l'homme et fournit une assistance juridique et judiciaire aux populations
- 5.2 Renforcer les mécanismes locaux de gestion de conflits afin qu'ils assurent la protection des droits et diminuent l'insécurité dans les zones d'intervention
- 5.3 Former les autorités administratives locales, notamment préfectorales/sous-préfectorales à la prévention et à la gestion des conflits au niveau local



Annexe : Budget PTA 2015 Projet Conjoint Justice

Produit escompté	ACTIVITES PLANIFIEES	Cadre Temporel				PARTIE RESPON	BUDGET PLANIFIE			
		Q1	Q2	Q3	Q4		Fonds	Compte	Description	Montant
<p>Priorité nationale: Feuille de Route du Gouvernement - Pilier 1: Restauration de la sécurité, de la Paix et de la Promotion de la Justice et des droits de l'Homme</p> <p>Effets du Plan stratégique du PNUID 2014 - 2017: Effet 3: Les pays ont renforcé leurs institutions pour progressivement admettre l'accès universel aux services de base</p> <p>Effets attendus du Cadre Stratégique Intérimaire du SNU 2014 - 2015:</p> <p>Effet 1) La sécurité des personnes et des biens est restaurée sur l'étendue du territoire, l'État de droit respecté, et les processus DDR et RSS sont mis en place aussi bien pour la stabilisation immédiate de la RCA que pour sa reconstruction et son développement à plus long terme.</p> <p>Effet 3) Les institutions de l'État sont efficaces et prennent mieux en compte les besoins, aussi bien au niveau central que local.</p> <p>Composante du Cadre programmatique du PNUID 2014 - 2015: Appui à la restauration de l'autorité de l'État</p> <p>Effet du projet: Contribuer à restaurer l'état de droit et la cohésion sociale et soutenir le processus de réconciliation nationale en vue de construire une paix durable.</p> <p>Stratégie de Paix: Le PNUID, de la MINUSCA et de l'ONUEFEMMES s'inscrit dans le cadre de l'appui du GPP qui vise à promouvoir une approche de qualité aux demandes des pays en crise en matière d'état de droit, justice et sécurité à travers une stratégie et programmation commune des Nations Unies. La stratégie conjointe est également basée sur l'engagement des acteurs locaux et régionaux, ainsi que des acteurs internationaux.</p> <p>Le PNUID, la MINUSCA et l'ONUEFEMMES mettent en œuvre le projet en se basant sur la structure stratégique, programmatique et opérationnelle prévue par le GPP en RCA. À savoir un cadre stratégique et programmatique au sein duquel le présent projet s'inscrit afin de répondre aux défis de la crise en matière d'état de droit, justice et sécurité dans le pays ; ainsi qu'une possible suite conjointe justice dans la structure de gestion conjointe approfondie du secteur grâce à la présence au sein de l'unité conjointe. Le PNUID, la MINUSCA et l'ONUEFEMMES mettent en œuvre le projet en se basant également sur leurs avantages comparatifs, à savoir (i) pour le PNUID: son expertise technique, sa relation de confiance avec le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Éducation, la Commission nationale indépendante de l'état de droit, (ii) pour la MINUSCA: son mandat et l'Action en faveur de la justice nationale et internationale et de l'État de droit, ses outils juridiques, son expertise technique, sa présence sur le terrain ainsi que sa connaissance du secteur grâce à la présence passée du BINUCA, ainsi que sa relation de confiance avec le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique; (iii) pour l'ONUEFEMMES: son expertise dans le domaine VG/RS et le déploiement d'experts justice/sécurité dans le domaine. À travers ce projet, le PNUID et ses partenaires entendront contribuer à la lutte contre les graves violations de droits de l'homme et au renforcement de la cohésion sociale dans les communautés et soutenir l'exécution des fonctions de justice sur le territoire visé par le projet. Ce projet contribuera au niveau national, la dynamique endogène par le projet d'appui à la relance de la chaîne pénale à Bangui et les processus nationaux de construction de la paix et de réconciliation, y compris de justice transitionnelle à moyen-terme. Il complétera et bénéficiera également d'autres projets dans le domaine de l'état de droit prévus par le PNUID/MINUSCA/ONUEFEMMES.</p>										
<p>Résultat 1: Le cadre stratégique et opérationnel de la justice assorti des mécanismes de lutte contre l'impunité est mis en place pour une réponse immédiate aux besoins de protection des populations</p>										
<p>Produit 1.1: Un plan d'urgence et un document d'orientation stratégique sont produits et mis en œuvre</p> <p>Indicateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêt ministériel sur la création du cadre de réflexion sur les orientations stratégiques de la justice - Soumission du Plan d'urgence et document d'orientation stratégique de la justice au Ministère de la justice ; - Nombre de mesures du plan d'urgence mises en œuvre <p>Données de base:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0 cadre de réflexion sur les orientations stratégiques de la justice - Aucune mesure du plan d'urgence mise à jour - 0 base de données sur le fonctionnement des juridictions en matière d'affaires criminelles ; <p>Cible 2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cadre ad hoc créé par le Ministère de la Justice - 1 Plan d'urgence actualisé disponible 	1.1.1: Atelier de cadrage du plan d'urgence et du plan stratégique de la justice (session plénière): 50 personnes (1 journée)	X				11100	75700	Training, workshop and confer	2 000,00	
		1.1.2: Atelier de validation du plan d'urgence (100 personnes)	X				11100	75700	Training, workshop and confer	3 080,00
		1.1.3: Consultation des Groupes Focaux sur le cadre stratégique de la justice société civile /justice (2X1/2 journée/40 pers)	X				11100	75700	Training, workshop and confer	1 240,00
		1.1.4: Relecture du plan d'urgence et élaboration d'un plan stratégique de la justice (Consultant international 1 mois)	X				26960	71200	International consultant short Term	20 000,00
		1.1.5: Diffusion du plan stratégique et du plan d'urgence (impression en 300 exemplaires de 50 pages 2)	X				11100	72500	Supplies	15 000,00
		1.1.6: Développement d'une base de données judiciaires sur les infractions criminelles, étude de perception sur les questions de sécurité/justice et construction de la paix (travaux préparatoires)	X	X			26960	71200	Consultants (internationaux)	50 000,00
		1.1.7: Développement d'une base de données judiciaires sur les infractions criminelles, étude de perception sur les questions de sécurité/justice et construction de la paix (travaux préparatoires)	X				26960	71300	Consultants (nationaux)	10 000,00
		Sous-Total USS Produit 1.1:								101 320,00
	<p>Produit 1.2: Des mécanismes de réconciliation, de construction de la paix et de justice transitionnelle sont développés et mis en œuvre</p> <p>Indicateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inclusion des orientations et mesures attendues de la justice transitionnelle en RCA dans les plans d'urgence et d'orientation stratégique - Existence d'un projet de loi sur la création de la Cellule spéciale d'enquête <p>Données de base:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les documents d'orientation stratégique ne prévoient pas de mécanisme de réconciliation nationale/justice transitionnelle - Base légale de la CME insuffisante pour mener un travail d'enquête 	1.2.1 Un atelier de sensibilisation de la Commission des lois CNT sur les avant-projets de loi sur la CSEI et la CCS (1 jour pour 50 personnes)	X				11100	75700	Training workshop and confer : 1 journée (Coût à vérifier)	2 000,00
		1.2.2 Un atelier de sensibilisation du secteur de la justice sur les mécanismes judiciaires relatifs à la justice transitionnelle (50 personnes)	X				11100	75700	Training work shop and confer	2 000,00
1.2.3 Publication d'un recueil des lois sur la CSEI et la CCS et d'un document explicatif (1000 exemplaires)		X					11100	72500	Supplies	6 000,00
1.2.4 Un atelier de sensibilisation des médias sur les mécanismes judiciaires de la justice transitionnelle (60 participants)		X	X				11100	75700	Training workshops and confer 1 journée	2 400,00
1.2.5 Sports radios sur la CSEI, la CCS et la lutte contre l'impunité (communication service, 2 voix 2 fois par jour pendant 3 mois)		X	X	X			11100	72100	Services Contract Communication Services	1 200,00
1.2.6 Un consultant international pour l'état des lieux et la formulation d'un plan de classification, de conservation et de sécurisation des archives sur les violations des droits de l'homme (1 mois)		X					11100	71200	International consultants short Term	20 000,00
	Sous-Total USS Produit 1.2:								33 600,00	

Produit 2.3. Les audiences foraines relancées dans les zones d'intervention, favorisant la présence de la justice	Indicateurs :	2.3.1 Mapping des juridictions dans lesquelles des audiences foraines peuvent être tenues le 1er trimestre 2015 (déplacement Bessort Cour d'appel Bouar)	X					26960	71600	Travel (jurisdiction Bouar: déplacement pris en charge par la MINUSCA, DSA pour 2 jours pour 7 pers dont 1 représentant Ministère Justice, 1 représentant cour, 1 représentant parquet, 1 greffier, 3 accompagnateurs PNUD/MINUSCA/ONU/FEMMES)	2 002,00
Données de base :	- 0 audiences foraines en 2013 - 0 jugements supplémentaires ou reconstruits d'acte de naissance rendu lors d'une audience foraine	2.3.2 Mapping des juridictions dans lesquelles des audiences foraines peuvent être tenues le 1er trimestre 2015 (déplacement dans 2 juridictions dont Bangou/Bambo)	X					26960	71600	Travel- (jurisdiction Bambo (Damara & Bangangol) DSA pour 3 jours pour 7 individus+ 2 chauffeurs PNUD+ Carburant 2 veh (1 représentant Ministère Justice, 1 représentant cour, 1 représentant parquet, 1 greffier, 3 accompagnateurs PNUD/MINUSCA/ONU/FEMMES)	1 422,00
Cible 2014 :	Un plan et chronogramme pour les audiences foraines produit	2.3.3 Un (1) véhicule 4x4 pour le déplacement foraines (YOYOTIA LAND CRUISER modèle humanitaires)	X				X	11100	72200	Transportation Equipment	85 000,00
Produit 2.4. Le système pénitentiaire révisé dans les zones d'intervention contribue à la lutte contre l'impunité et au respect des droits des détenus	Indicateurs : Nombre de prisons dotées d'équipements et de personnel formé pour l'amélioration des conditions de détention et assurer la sécurité dynamique des établissements ; Nombre de prisons dotées de fournitures et équipements pour faciliter la reprise du travail ; Nombre de surveillants et Régisseurs de prison ayant terminé la formation pratique de leur formation initiale	2.3.4 Travaux préparatoires des audiences foraines (production du chronogramme des audiences)					X	26960	71600	Travel	1 000,00
Données de base :	- 1 prison dotée d'équipements pour l'amélioration des conditions de détention en 2014 ; absence de personnel formé à la sécurité dynamique - 1 prison dotée de fournitures et équipements pour l'amélioration des conditions de travail en 2014 - 44 surveillants et régisseurs ayant terminé leur stage pratique et intégrés dans la fonction publique centrafricaine	SousTotal US\$ Produit 2.3 :						26960	72600	Grants aux institutions et autres bénéficiaires	8 500,00
Cibles 2015 :	50 surveillants et régisseurs de prison formés ou remis à niveau ; 2 ateliers sur la sécurité pénitentiaire et le recours à la force	2.4.1 Session de formation de 12 formateurs (cours de pédagogie et pratique professionnelle) - Administré par TENAM	X				X	26960	72600	Grants aux institutions et autres bénéficiaires	40 000,00
		2.4.2 Ateliers de formation (32 régisseurs, 32 greffiers, 50 surveillants de prisons) Administré par TENAM	X				X	26960	72600	Grants aux institutions et autres bénéficiaires	40 000,00
		2.4.3 un (01) Atelier d'échanges de 02 jours pour responsables pénitentiaires (49) sur les droits humains et l'usage de la force et des armes en milieu pénitentiaire (Frais des participants, location salle, pause-café, déjeuner, location sono; modérateur)	X				X	11100	75700	Training workshops and Confer	3 463,00
		2.4.4 Réhabilitation de l'annexe de la prison de Ngaragba au camp de Roux (Renovation légère d'un bâtiment)	X				X	26960	72100	Service-Contract Construction and Ingénieur	120 000,00
		2.4.5 Equipement partiel de l'annexe de la prison de Ngaragba au camp de Roux	X				X	11100	72200	Machinery and Equipement	85 000,00
Produit 2.5. Les victimes de graves violations de droits de l'homme participent aux processus de consolidation de la paix	Indicateurs : Existence d'une stratégie nationale en faveur des victimes ; Existence d'un réseau d'associations de victimes	SousTotal US\$ Produit 2.4 :						26960	71600	Travel: (Frais d'invitation 8 représentants de victimes/experte pays de la région Bahrès, DSA, etc)	15 000,00
Données de base :	Absence d'une stratégie nationale en faveur des victimes ; -0 réseau d'association de victimes	2.5.1 un(1) Atelier de sensibilisation et de réflexion sur la place des victimes et les réparations dans le cadre de la construction de la paix/réconciliation nationale (Bangou) - 2 jours invitation de 8 participants étrangers (représentants de victimes, spécialistes, etc)	X				X	11100	75700	Training workshops and Confer (Frais des participants locaux, location salle, pause-café, déjeuner, location sono, modérateur)	4 000,00
Cible 2015 :	Une note relative à l'état des lieux de la situation des victimes est produite	2.5.2 Rapport sur la situation des victimes des crises (1 consultant national 1 mois)	X				X	11100	71300	Local Consultant chof Tern	4 000,00
TOTAL Résultat 2 US\$:		SousTotal US\$ Produit 2.5 :						11100	71300		23 000,00
Résultat 3 : La police et la gendarmerie fournissent progressivement des services de protection dans les sites sensibles											892 937,00

Produit 3.1: Les besoins basiques de sécurité des communautés, particulièrement des groupes vulnérables, sont identifiés et traités à travers une méthodologie de sécurité de proximité	Indicateurs	3.1.1 Développer avec le soutien des partenaires stratégiques la production de plans locaux de sécurité, de réhabilitation ou dans les communautés plates (exercice 24/7)	3.1.2 Mettre sur pied un Centre intégré de service (automobile, carburant, communication et armement)	3.1.2.1	3.1.2.2	3.1.2.3	3.1.2.4	3.1.2.5	3.1.2.6	3.1.2.7	3.1.3 Renforcement des brigades spécifiques déjà en place au sein de la Police Centrafricaine et de la Gendarmerie Nationale pour le soutien aux personnes vulnérables	3.1.3.1	3.1.3.2	3.1.3.3	3.2.1 Renforcement des capacités des escadrons mobiles de sécurité	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.2 En complémentarité avec Rescep et en partenariat avec MINUSCA, mettre sur pied un Centre de commandement intégré (police et gendarmes) avec une capacité de commandement pour la capitale	3.2.2.1	3.2.2.2	3.2.2.3	3.2.3 Dotation en équipements de patrouille sécuritaire la nuit	3.2.3.1	Sous-Total US\$ Produit 3.1 :	Sous-Total US\$ Produit 3.2 :
<p>0 plan local de sécurité de sites sensibles dans les activités de police sont mises en œuvre par la police/gendarmerie</p> <p>- Nombre de policiers/gendarmes formés pour mener les activités de protection dans les sites sensibles</p> <p>- 5 Escadrons mixtes de patrouille avec des moyens matériels de transport, communication et de protection</p> <p>Données de base :</p> <p>0 plan local de sécurité de sites sensibles dans les activités de police sont mises en œuvre par la police/gendarmerie</p> <p>- Nombre de policiers/gendarmes formés pour mener les activités de protection dans les sites sensibles</p> <p>- 5 Escadrons mixtes de patrouille avec des moyens matériels de transport, communication et de protection</p> <p>Cibles 2015 :</p> <p>- 50 policiers/gendarmes formés pour mener les activités de protection dans les sites sensibles</p>	<p>3.1.1.1 Mise sur pied de comités locaux de sécurité (CLS) rattachés aux commissariats ayant fait objet de travaux de réhabilitation ou dans les communautés plates (exercice 24/7)</p> <p>3.1.1.2 Elaboration de stratégie de résilience de l'insécurité par les CLS locaux. Budget d'opération des CLS: 2000 USD/Commissariat + coaching (10 mois)</p>	<p>3.1.2.1 En partenariat avec Rescep et MINUSCA, obtenir un décret gouvernemental pour l'installation du Centre de services intégré au sein du CQ Gendarmerie</p> <p>3.1.2.2 Réhabiliter et agrandir le bâtiment existant afin d'accueillir la section entretien mécanique, entretien communication et entretien armes à feu et sécurité électronique</p> <p>3.1.2.3 Dotation des outils de gestion (Asset Management) et de suivi des équipements et rendre plus robuste l'outil Asset Management</p> <p>3.1.2.4 En étroite collaboration avec MINUSCA, développer les SoPs pertinents de gestion administrative et financière</p> <p>3.1.2.5 Donner le centre d'outils pour entretien mécanique (3 espaces) moteur, mécanique générale, peinture et carrosserie et des pièces automobiles pertinentes</p> <p>3.1.2.6 Identifier les effectifs dédiés au centre et formation de ceux-ci (mécaniciens, pompistes, carrossiers, techniciens et gendarmes)</p> <p>3.1.2.7 Renover le Centre d'approvisionnement en carburant pour sécuriser et améliorer le contrôle</p>	<p>3.1.3.1 Dotation des équipements requis et formation par l'École de la Police Nationale</p> <p>3.1.3.2 Faciliter la colocation avec UNPOL et modernisation des SoPs pour des opérations plus robustes et une prestation de service plus proche des victimes</p>	<p>3.2.1.1 Dotation en équipements (en complément de ceux fournis par Cypso)</p> <p>3.2.1.2 Assurer une patrouille en lien avec le Centre Commandement intégré pour une présence plus soutenue dans les sites vulnérables dont les 2 commissariats plates</p>	<p>3.2.2.1 Soutenir Rescep dans le processus de signature d'un décret gouvernemental adoptant les principes du centre de commandement intégré</p> <p>3.2.2.2 En complémentarité avec Rescep, réhabiliter la partie existante du bâtiment et doter celui-ci des infrastructures de sécurité adéquate</p> <p>3.2.2.3 Doter le centre de commandement des outils de gestion adéquat de patrouille (pour déploiement) à savoir: outils bureautiques, outils de cartographie (binggi) et co-localisation avec UNPOL</p>	<p>3.2.3.1 Avec la collaboration de UNPOL, développer de SoPs spécifiques à la patrouille sécuritaire la nuit (Formation+ Co-localisation UNPOL)</p>	<p>3.1.1.1 11100</p> <p>3.1.1.2 11100</p> <p>3.1.2.1 11100</p> <p>3.1.2.2 26960</p> <p>3.1.2.3 71200</p> <p>3.1.2.4 26960</p> <p>3.1.2.5 73400</p> <p>3.1.2.6 11100</p> <p>3.1.2.7 72100/72</p> <p>3.1.3.1 26960</p> <p>3.1.3.2 72200</p>	<p>3.1.1.1 X</p> <p>3.1.1.2 X</p> <p>3.1.2.1 X</p> <p>3.1.2.2 X</p> <p>3.1.2.3 X</p> <p>3.1.2.4 X</p> <p>3.1.2.5 X</p> <p>3.1.2.6 X</p> <p>3.1.2.7 X</p> <p>3.1.3.1 X</p> <p>3.1.3.2 X</p>	<p>3.1.1.1 71200</p> <p>3.1.1.2 71200</p> <p>3.1.2.1 71200</p> <p>3.1.2.2 2800</p> <p>3.1.2.3 7200/7</p> <p>3.1.2.4 2800</p> <p>3.1.2.5 73400</p> <p>3.1.2.6 75700</p> <p>3.1.2.7 72100/72</p> <p>3.1.3.1 72200</p>	<p>International Consultant (3 mois)</p> <p>International Consultant (10mois)</p> <p>See Contract Construction and Igniter (Architecte IA (P3) + construction/Rehabilitation + UNISS)</p> <p>Office Achmery/Acquis of computer Hardware</p> <p>Prêt de service UNPOL</p> <p>Main Oper of Transportation Equip (Outilage + Composantes mécaniques)</p> <p>Training workshop and Conf</p> <p>See Contract Construction and Igniter</p> <p>Equipment and Furniture (Equipements informatiques et de communication + bureaux+ moyens de transport)</p> <p>Colocation UNPOL</p> <p>Equipment and Furniture</p> <p>Security Communication Equipment</p> <p>See Contract Construction and Igniter</p> <p>Office Machinery and Furniture</p> <p>Equipements informatiques, bureaux, formation, colocation UNPOL + communication + International consultant</p> <p>International Consultant</p>	<p>30 000,00</p> <p>30 000,00</p> <p>250 000,00</p> <p>35 000,00</p> <p>250 000,00</p> <p>50 000,00</p> <p>30 000,00</p> <p>10 000,00</p> <p>685 000,00</p>	<p>685 000,00</p> <p>50 000,00</p> <p>250 000,00</p> <p>300 000,00</p> <p>100 000,00</p> <p>50 000,00</p> <p>15 000,00</p> <p>765 000,00</p>													

Produit 3.3 : Les forces de police et gendarmérie ne se rendent pas coupables de graves violations de droits de l'homme	3.3.1 Poursuivre les activités de vetting des forces de sécurité intérieure	X	X	X	X	72200/75700	Acquisition of computer Hardware	75 000,00
Indicateurs : Nombre de plaintes reçues à travers la ligne de plaintes de mauvais comportement policiers et traitées ; - % des forces de police/gendarmérie qui ont fait l'objet de vetting ; - % des cadres de la police/gendarmérie bénéficiant d'une formation à l'école d'officiers ; Données de base : - Absence de mécanisme de plaintes envers les forces de police/gendarmérie ; - Absence de vetting des forces de police/gendarmérie ; Cible 2015 : Un plan d'action pour le vetting des forces de police/gendarmérie est produit	3.3.1.1 Renforcer les capacités des unités GRH (police et Gendarmérie) à travers l'achat et utilisation d'un logiciel de gestion GRH (qui se complètera au système d'émission de cartes d'identification biométriques)	X	X	X	X	72200/75700	Acquisition of computer Hardware	75 000,00
	3.3.1.2 Formation des effectifs en Gestion des Ressources Humaines	X	X	X	X	75700	Training workshop and Confer	60 000,00
	3.3.1.3 Poursuivre les travaux d'émission de cartes de contrôle identité	X	X	X	X	72500	Supplies	50 000,00
	3.3.2 Soutenir l'école de Police pour une appropriation et une diffusion des modules de formation	X	X	X	X			
	3.3.2.1 Favoriser l'émergence d'une gestion des modules de formation au sein de l'école	X	X	X	X			
	3.3.2.2 Favoriser l'émergence d'une capacité de préparation/adoption des curriculums de formation de base, continue et spécialisée au sein de l'école de Police	X	X	X	X			
	3.3.3 Favoriser l'émergence d'une école insérée de commandement pour officiers	X	X	X	X			
	3.3.3.1 En étroite collaboration avec MINUSCA et le ministère de la Sécurité, définir les modalités et statuts de l'école pour officier et obtention des statuts	X	X	X	X			
	3.3.3.2 Identifier 30 officiers afin de recevoir une formation en commandement d'une école d'officiers à l'étranger	X	X	X	X	11100	Training and workshop Confer	90 000,00
	3.3.3.3 Réhabilitation partielle du site de l'école de police avec le soutien de la MINUSCA	X	X	X	X	11100	See Contract Construct and Ingineer	300 000,00
	3.3.3.4 Dotation en équipements de formation pour une capacité de formation de 30 officiers par cohorte	X	X	X	X	11100	Office Machinery /Security Commun Equip	50 000,00
	3.3.3.5 Formation de 5 formateurs (école de commandement)	X	X	X	X	11100	Training and workshop Confer	50 000,00
	3.3.3.6 Dotation en capacité de reprographie documentaire et d'un Centre de documentation	X	X	X	X	11100	See Contract Construct and Ingineer	75 000,00
	3.3.3.7 Achat de nouveaux uniformes pour officiers	X	X	X	X	11100	Food and Textiles product	50 000,00
	SousTotal US\$ Produit 3.3 :							800 000,00
	TOTAL Résultat 3 US\$:							2 250 000,00
	Résultat 4: Le monitoring des cas des violences basés sur le genre et le sexe est effectué et les victimes de VBGS reçoivent une assistance							
Produit 4.1 : Les victimes de VBGS connaissent mieux leurs droits et les mécanismes d'assistance en matière de violences liés au genre et au sexe	4.1.1 Consolidation des recommandations de l'atelier préparatoire sur les VBGS et définition des grands axes du plan d'action sur la prévention et la lutte contre l'inquiète des VBGS (4 séance d'un 1/2 journée 10 pers)	X	X	X	X	26960	Divers frais (déplacement)	560,00
	4.1.2 Voyage d'étude sur le gîtech unique Round, DRC (8 personnes x 2)	X	X	X	X	26960	Travel	27 650,00
	4.1.3 Appui à l'opérationnalisation des gîtechs uniques (APIC) Appui en fourniture et mobiliers	X	X	X	X	26960	Equipment and Furniture	10 000,00
	SousTotal US\$ Produit 4.1 :							38 150,00
Produit 4.2 : Les survivants/tes de VBGS bénéficient d'une assistance des organisations de la société civile dans les zones d'intervention	4.2.1 Appui institutionnel aux ONG "micro-grants	X	X	X	X	26960	Grants	50 000,00
	SousTotal US\$ Produit 4.2 :							50 000,00

Produit 4.3: L'accueil des survivants de violences liées au genre et au sexe et le traitement de leurs affaires par les services de sécurité et les juridictions des zones d'intervention améliorés	X	X	26960	72600	Grants	20 000,00
Indicateurs: Nombre d'OPI et magistrats formés sur le traitement extra-judiciaire et judiciaire des VBCS; Nombre de services de sécurité et de médiation formés pour améliorer le traitement des cas de VBCS; Nombre de médecins formés sur l'expertise médico-légale en matière de VS	X	X	26960	72600	Equipment and Furniture	20 000,00
Données de base: 3 OPI et magistrats formés sur le traitement extra-judiciaire et judiciaire des VBCS et devenus des points focaux genre dans leur service en 2013						
- 0 service de sécurité et/ou juridiction équipé pour améliorer le traitement des cas de VBCS						
- 0 médecin formé sur l'expertise médico-légale en matière de VS						
- Absence de guichets unique permettant le référencement des victimes de VBCS faibles dans les zones d'intervention						
- 0 victimes de violence sexuelle et sexuelle qui ont reçu une orientation/soutien à travers le guichet unique						
Cibles 2014:						
- 30 OPI et magistrats des zones d'intervention formés sur le traitement extra-judiciaire et judiciaire des VBCS						
TOTAL Résultat 4 US\$:						128 150,00
Résultat 5: Les conflits et l'insécurité dans les sites sensibles d'intervention sont progressivement gérés à travers des mécanismes de protection des droits et modes communautaires de règlement de litiges						
Produit 5.1: La société civile sensibilise la population à ses droits, effectue un monitoring des droits de l'homme, fournit une assistance juridique et judiciaire aux populations						
Indicateurs: - Nombre de sessions de vulgarisation des droits, de préparation des audiences foraines et des assises criminelles						
- Nombre de rapports de monitoring produits						
- Nombre de bénéficiaires annuels de l'assistance juridique et/ou judiciaire (dont % de femmes)						
Données de base: - 0 session de vulgarisation des droits, de préparation des audiences foraines et des assises criminelles						
- 0 rapport de monitoring des droits de l'homme et/ou des lieux de détention produit en 2013						
- 0 bénéficiaire de l'assistance juridique et/ou judiciaire en 2013						
Cibles 2014: 1 formation en monitoring des droits de l'homme pour les ONG;						
- 1 formation de parajuristes produite						
Sous Total US\$ Produit 5.1:						60 000,00
5.1.1 Cliniques juridiques mobiles						
5.1.1.1 MOU assistance judiciaire pour affaires pénales						
5.1.1.2 MOU assistance judiciaire pour affaires civiles						
5.1.1.3 Stratégie de communication sur droits de l'homme, droit général						
5.2.1 Dans le cadre du développement des comités locaux de sécurité, introduire un mécanisme de médiation des conflits						
5.2.1.1 Cartographie des structures de gouvernance locale						
5.2.1.2 Développer un diagnostic participatif dans 2 zones pilotes						
5.2.1.3 Développer une base de données pour mesurer la perception de sécurité dans les 2 communautés pilotes (première phase)						
5.2.1.4 Production d'un guide sur la gestion des conflits et la médiation						
5.2.1.5 Mécanismes de médiation mis en place au sein des 2 communautés pilotes et analyse pour une future mise à jour en puissance vers les régions						
Sous Total US\$ Produit 5.2:						45 000,00
5.3.1 Formation des autorités administratives locales (maires) en négociation et médiation de conflits et modes alternatifs de règlement de litiges et gestion des Comités Locaux de Sécurité (CLS)						
5.3.1.1 Formation des autorités administratives locales (maires) en négociation et médiation de conflits et modes alternatifs de règlement de litiges et gestion des Comités Locaux de Sécurité (CLS)						
5.3.2 Réhabilitation des locaux administratifs esmesh (Mariane)						
5.3.3 Atelier de sensibilisation sur la gestion des litiges						
Sous Total US\$ Produit 5.3:						160 000,00
TOTAL Résultat 5 US\$:						265 000,00
TOTAL PROGRAMME US\$:						3 711 007,00

Gestion de projet													
	1 Conseiller Technique P5 (8 mois)		04000	61300	Salaires-IP Staff								247 554,67
	1 Expert international P4 Justice (8 mois)		26921	61300	Salaires-IP Staff								219 840,00
	1 Expert international P4 sécurité (12 mois)		26960	61300	Salaires-IP Staff								-
	1 Chargé des opérations P3 (12 mois)		26960	61300	Salaires-IP Staff								286 464,00
	1 Expert national justice (12 mois)		26960	71400	Contractual Service Indiv								41 138,00
	1 Expert national police/généralisme (8 mois)		26960	71500	UN Volunteers								27 425,33
	3 UNV nationaux (8 mois)		26960	71400	Contractual Service Indiv								30 000,00
	1 assistant administratif et financier/justice (12 mois)		26921	71400	Contractual Service Indiv								24 827,00
	1 assistant administratif et financier/Police et généralisme (12 mois)		26921	71400	Contractual Service Indiv								24 827,00
	2 chauffeurs (12 mois)		26960	71400	Contractual Service Indiv								41 122,00
	Sous-total Personnel US\$												943 198,00
	1 véhicule Toyota Land Cruiser MOSS (SOUS RESERVE DE LA MISE-EN-SERVICE DU VEHICULE PRIED)		26920	72200	Transportation Equipment								85 000,00
	1 véhicule Toyota Pickup double cabane MOSS (SOUS RESERVE DE LA MISE-EN-SERVICE DU VEHICULE PRIED)		26920	72200	Transportation Equipment								50 000,00
	4 ordinateurs complets et accessoires		26921	72200	Office Machinery								5 500,00
	6 laptops + écrans		26921	72200	Office Machinery								11 500,00
	2 Imprimantes multi fonction digital sender-Photocopieur		26921	72200	Furniture and Equipment								3 500,00
	2 Containers pour stocker le matériel		26921	72200	Furniture and Equipment								6 000,00
	Mobilier de bureau		26921	72200	Furniture and Equipment								10 000,00
	Carburant		26921	73400	Fuel, Maint, Oper, Transportation Equipment								3 000,00
	Fournitures de bureau		26921	72500	Supplies								2 500,00
	Participation à la construction de l'annexe		26921	72100	Service Contract Construction Engineer								7 000,00
	Participation aux frais opérationnels		26921	73400	Rental and Maint-Others office Equipment								20 000,00
	UNDP Cost recovery chgs Balls		26921	74500	Miscellaneous Expenses								10 000,00
	Dépréciation des Equipements		26921	74800	Vehicles-Depr Expenses								6 000,00
	Mission Terrain et Internationale		04000	71600	Travel								50 000,00
	Frais opérationnels		04000	73100	Rental and Maint-Premises								246 710,25
	Communication & audio-visuel/Equipement		26921	72400	Common Services-Communication								10 000,00
	Sous-TOTAL Equipements et fournitures US\$:												526 710,25
	TOTAL FONCTIONNEMENT US\$:												1 469 908,25
	TOTAL BUDGET												5 189 912,25
	SUPPORT COST (8%)												343 758,67
	GRAND TOTAL												5 524 673,92

AS